

chinoise et yougoslave, un bond en avant dans la compréhension et donc dans la lutte contre la dégénérescence bureaucratique.

Elle confirmait que, finalement, les seules armes réelles contre la bureaucratie sont la politisation et la mobilisation des masses, qui ne peuvent être maintenues que dans une perspective de développement de la révolution internationale.

Malheureusement, le cours ultérieur de l'Etat ouvrier cubain confirme également que cette politisation des masses se heurte à des obstacles matériels insurmontables si la révolution reste isolée dans un pays relativement arriéré. Les masses laborieuses cubaines ont pu maintenir un haut degré de mobilisation et de politisation bien plus longtemps que les masses ouvrières russes. Mais à partir de la seconde moitié des années 60, les forces motrices de l'ascension de la révolution cubaine ont commencé à s'épuiser.

Les défaites successives de la révolution latino-américaine (Brésil, Bolivie, Uruguay, Chili, Argentine); l'absence d'un pouvoir ouvrier institutionnalisé dans des soviets librement élus; l'isolement de plus en plus prononcé de la révolution dans l'hémisphère occidental; la dépendance de plus en plus étroite — militaire et économique — de l'Etat cubain par rapport à la bureaucratie soviétique; l'adoption de plus en plus prononcée du « modèle russe » d'organisation de l'économie de l'Etat à Cuba ont marqué un déclin relatif de la révolution cubaine. Ce déclin a trouvé une expression très nette dans un recul de la conscience antibureaucratique et de la lutte antibureaucratique à la direction et parmi les cadres du P.C. cubain.

Des phénomènes concomitants de bureaucratisation de plus en plus prononcée se sont produits dans la société cubaine : privilèges matériels croissants; étouffement de la démocratie socialiste; répression pénale d'adversaires idéologiques; restriction de la liberté de discussion au sein du Parti et de la société, etc. Cependant un degré de politisation encore nettement plus élevé qu'en Europe de l'Est ou qu'en U.R.S.S. a jusqu'ici quelque peu limité l'ampleur du phénomène de bureaucratisation à Cuba.

3 — LA BUREAUCRATIE DANS LES ETATS OUVRIERS

L'examen des difficultés rencontrées par les marxistes, au sujet de l'analyse de la société existant actuellement en Europe de l'Est, indépendamment de ce qui est arrivé en Union soviétique après la victoire de Staline et de ce qui arrive aujourd'hui dans tous les Etats ouvriers bureaucratiquement déformés ou dégénérés, nous amène à une constatation fondamentale : nous ne possédons pas de conception théorique préalable de ce que peut être *la société de transition du capitalisme au socialisme*.

Nous connaissons les idées de Marx sur le socialisme, et s'il est difficile de définir d'une façon précise ce qu'est une société socialiste, nous savons par contre parfaitement ce qu'elle n'est pas : il est évident pour tout marxiste sérieux que le socialisme n'est pas réalisé actuellement en Union soviétique, ni dans aucun Etat ouvrier.

Cela ne résout évidemment aucun problème, car entre la société socialiste pleinement développée et la société capitaliste, il y a cette société de transition du capitalisme au socialisme dont *le caractère inévitable est reconnu par tous les marxistes*, depuis Marx jusqu'à Lénine et Trotsky. Dans la mesure où nous n'avons pas de théorie achevée de ce qu'est cette société de transition, il est extrêmement difficile de distinguer dans les phénomènes économiques et sociaux qui se produisent dans les Etats ouvriers ce qui est dû à la dégénérescence bureaucratique de ce qui est de toute manière inévitable.

De nombreux idéologues bourgeois, sociaux-démocrates ou ultra-gauches, se mettent d'accord pour affirmer que la survivance en Union soviétique des catégories marchandes (argent, marchandise, commerce) entraîne automatiquement l'existence du capitalisme dans ce pays, puisque l'économie marchande ne peut exister que dans un système capitaliste. Il s'agit là d'un grave malentendu, car si Marx et les marxistes affirment qu'une société socialiste est caractérisée par l'extinction des catégories marchandes, ils n'ont jamais dit que la disparition du capitalisme entraînerait dans la société de transition la disparition brutale et immédiate de ces catégories. Constaté l'existence de cette économie marchande actuellement en Union soviétique ne permet donc absolument pas d'en déduire que le capitalisme existe dans ce pays; cela confirme simplement que le socialisme n'y est pas réalisé. Dans toute société de transition du capitalisme au socialisme, aussi parfaite soit-elle, *il y aura toujours une survivance, au moins partielle, de l'existence de ces catégories marchandes*.

De la même façon, certaines thèses anarchistes (au sujet desquelles Lénine écrivit « L'Etat et la Révolution ») affirment l'existence du capitalisme ou de la société d'exploitation en Union soviétique en fonction de l'existence de l'Etat, instrument de la lutte entre les classes. Le problème est tout à fait analogue : si les marxistes affirment que l'existence de l'Etat est liée à celle des classes sociales et des conflits sociaux entre ces classes, elle n'entraîne absolument pas l'existence du capitalisme : dans la société de transition, cet Etat (sous la forme de la dictature du prolétariat) est au contraire indispensable pour mener à bien la construction du socialisme.

Ces deux exemples montrent qu'il faut au maximum faire abstraction des particularités historiques des Etats ouvriers pour essayer d'étudier de façon générale la problématique des sociétés de transition.

I — LA PROBLEMATIQUE GENERALE DES SOCIÉTÉS DE TRANSITION

Du point de vue économique, une société de transition du capitalisme au socialisme est fondamentalement définie par la suppression de la propriété